

# démocratie

Mensuel publié par le MOC-CIEP pour promouvoir la réflexion critique et les débats de société

| Avril 2020 | N° 4

## L'offensive populiste et de l'extrême droite sur la démocratie

La 98<sup>e</sup> édition de la Semaine Sociale du MOC devait se pencher sur la montée du populisme et de l'extrême droite. La pandémie de coronavirus en a décidé autrement forçant l'annulation du programme de ces 16 et 17 avril. La conquête des esprits par la droite nationaliste repose sur de multiples stratégies: perversion des mécanismes de la communication, détournement de thèmes propres à la gauche... Elle trouve aussi un ancrage dans un passé mal vécu, un présent qui se dégrade et un futur incertain. Que ce soit chez nous ou ailleurs dans le monde, des pistes de résistance existent.

Stéphanie BAUDOT, rédactrice en chef

## National-populisme ou Green New Deal : l'enjeu de la nouvelle grande transformation

PAGE 5

### SEMAINE SOCIALE La (non)communication populiste

PAGE 2

Les tentatives pour expliquer l'arrivée au pouvoir de leaders populistes sont souvent associées à une discussion sur leurs stratégies de communication. Cet article propose d'aller au-delà de l'analyse de l'usage des médias eux-mêmes, pour comprendre les mécanismes sous-jacents à l'appropriation de la communication dans le populisme et à quel point cela nuit à la démocratie.

### SEMAINE SOCIALE De Marx à Salvini, l'« armée industrielle de réserve » dévoyée

PAGE 10

La récupération et la déformation d'un certain nombre de thèmes historiquement caractéristiques de la gauche par la droite nationaliste pourrait constituer une des sources de son succès actuel. Le concept d'« armée industrielle de réserve », que Marx formule pour penser le chômage, et mobilisé par Matteo Salvini, en est une illustration particulièrement éloquent.

### INTERVIEW La Flandre n'est pas qu'un « blok »

PAGE 14

Selon les derniers sondages, le Vlaams Belang devient en Flandre le premier parti suivi de la N-VA. Comment comprendre la montée continue des partis nationalistes et extrémistes au nord du pays ? Et surtout comment soutenir la Flandre qui résiste aux projets de cette droite nationaliste et qui, quoi qu'on en pense au sud du pays, n'est pas inexistante ?

## Politique

# La (non)communication populiste

> Ana Cristina SUZINA (\*)

Les tentatives pour expliquer l'arrivée au pouvoir de leaders populistes et extrêmement conservateurs dans le monde sont souvent associées à une discussion sur leurs stratégies de communication. Ce fut le cas lors des élections présidentielles de 2018 au Brésil<sup>1</sup>, face au phénomène des *fake news* mais aussi lors des élections américaines et du Brexit. Cet article propose d'aller au-delà de l'analyse de l'usage des médias eux-mêmes, pour comprendre les mécanismes sous-jacents à l'appropriation de la communication dans le populisme et à quel point cela nuit à la démocratie.

Le fonctionnement de la communication dans le populisme est associé à sa conception binaire du monde. La vision politique du populisme se borne à deux groupes antagonistes précisément délimités : le peuple et l'élite. Le problème, comme le souligne Silvio Waisbord<sup>2</sup>, provient du fait que ces concepts sont vides et, par conséquent, le populisme devient «idéologiquement flexible». Ce que fait le leader populiste consiste donc à «remplir» ces concepts pour créer et entretenir un fossé entre les «ami-es» et les «ennemi-es». Ces deux catégories «sont créées à travers des récits mobilisés à des fins politiques bien précises», résume Waisbord.

Deux stratégies claires et complémentaires découlent de cette position. La première crée des canaux de communication directe avec «le peuple», en fait ses adhérent-es et ses sympathisant-es. Cette communication crée des miroirs, reflète la réalité des gens qui ont besoin d'entendre ce dont ils sont convaincus. Le leader devient égal-e et accessible. Égal-e, parce qu'il-elle s'habille et s'exprime simplement, partage les préoccupations et les joies qui font partie de la vie des gens. Au Brésil, les partisan-es de Jair Bolsonaro appréciaient ses repas, similaires à ceux des Brésilien-nes les plus humbles, pendant lesquels le candidat enregistrerait des messages à diffuser sur Internet lors de la campagne électorale. Accessible, car «le chef» prend lui-même les appels à la radio, entretient des comptes personnels sur les réseaux sociaux pour traiter les problèmes institutionnels. Aux États-Unis, Trump utilise son compte Twitter personnel pour faire connaître les décisions du gouvernement et pour s'exprimer sur des questions d'ordre national et international. Cette communication directe donne naissance au réseau des «ami-es» qui se soutiennent et se défendent en raison d'affinités qui relèvent davantage de caractères individuels que de perspectives ou d'intérêts collectifs.

La deuxième stratégie consiste à anéantir toute forme de contradiction, non pas par une justification rationnelle, mais par la disqualification des médiateur-rices du savoir. Les dirigeant-es populistes attaquent souvent la science, le journalisme et les associations collectives, telles que les syndicats ou les mouvements sociaux. Ces attaques ne visent pas à débattre du contenu publié ou d'idées différentes, mais visent généralement des personnes, en essayant de réduire leur autorité et leur légitimité. Les exemples vont de la dénonciation de la presse qui publierait ce que les populistes considèrent comme des *fake news*, à des accusations graves, comme celle de Bolsonaro envers une journaliste de la *Folha de São Paulo*, insinuant qu'elle aurait eu recours au sexe pour obtenir des informations destinées à un reportage qui a enquêté précisément sur la propagation de *fake news* pendant la campagne présidentielle de 2018. Au Brésil, les attaques contre la science sont fréquentes, venant du ministre de l'Éducation lui-même, qui suggère publiquement que les professeur-es et les chercheur-es utilisent et encouragent la consommation de drogues chez les jeunes, font de l'endoctrinement idéologique ou promeuvent la «culture homosexuelle». Le but est de désigner les «ennemi-es» à éliminer.

L'addition de ces deux stratégies est explosive. En même temps qu'il érode les structures traditionnelles de médiation des savoirs, le populisme légitime les discours infondés et autorise les confrontations personnelles au lieu du débat d'idées. C'est à partir de cette analyse que je considère que la stratégie des populistes ne peut pas être qualifiée de communication.

## Tout sauf de la communication

Pour Paulo Freire<sup>3</sup>, lorsque nous communiquons nos connaissances sur quelque chose, nous transformons sa nature parce que nous appliquons notre

1. A.C. SUZINA, «Brazil, hijacked by post-truth. OpenDemocracy», *OpenMovements*, 22 October, 2018.

2. S. WAISBORD, «Why Paulo Freire is a threat for right-wing populism: Lessons for communication of hope», *International Communication Gazette*, 2020, vol. 82, n°5.

3. P. FREIRE, *Pedagogia do Oprimido*, 63<sup>e</sup> éd., Éd. Rio de Janeiro/Sao Paulo, Paz e Terra, 2017.

propre subjectivité dans le processus d'objectivation. Freire définit «le mot» comme l'essence du dialogue, mais pas n'importe quel mot, «le vrai mot», celui qui transforme le monde, car il intègre action et réflexion pour favoriser la *praxis*.

Dans cette conception, le mot est plus qu'un moyen de mener le dialogue. Ainsi, le sacrifice de l'un de ses deux éléments constitutifs signifie la corruption du processus de communication. Le «mot inauthentique» n'est pas capable de transformer la réalité. S'il est privé de sa dimension d'action, il devient du verbalisme aliéné et aliénant. S'il est privé de sa dimension de réflexion, il devient l'action pour l'action, centrée sur elle-même.

Le mot utilisé par les populistes conserve son pouvoir de rupture. Mais l'horizon vers lequel il est dirigé est la destruction plus que la transformation. L'association de la notion de vrai mot, dans Freire<sup>4</sup>, à celle de dissonance cognitive que propose Leon Festinger<sup>5</sup>, nous aide à comprendre cette importante distinction.

Pour Leon Festinger, les gens cherchent la cohérence entre leurs actions et leurs pensées (ou déclarations) et, chaque fois qu'ils-elles sont confrontés à des informations dissonantes, une opportunité s'ouvre pour qu'ils-elles changent leurs opinions et leurs croyances. En observant les pratiques de communication des mouvements sociaux au Brésil, j'ai proposé deux catégories de dissonance : la dissonance critique et la dissonance solidaire<sup>6</sup>. La confrontation de la pensée de Paulo Freire à l'émergence de discours et de mouvements conservateurs au Brésil et dans d'autres pays m'a conduite à formuler une troisième catégorie, celle de dissonance restrictive.

## La dissonance restrictive

Dans son essai sur la post-vérité, Manuel Cervera-Marzal<sup>7</sup> présente ce phénomène comme l'expansion des opportunités d'appropriation du mot. Il se demande si les critiques sur l'usage des mensonges ne cachent pas plutôt le désir de restreindre l'accès à la prise de parole, par le contrôle d'Internet. Pour l'auteur, la post-vérité illustre un processus de rupture du monopole de la définition de la réalité, dans lequel les points de vue alternatifs déstabilisent les récits dominants.

Cervera-Marzal soutient également que l'émergence de groupes conservateurs est un effet de la crise de la représentation politique, dans laquelle des acteur·rices sociaux·ales qui se considèrent comme marginalisé·es utilisent le répertoire du populisme pour légitimer leur accès au pouvoir. L'auteur explique la croissance du Front (Rassemblement) national en France, entre autres raisons, par sa capacité à imposer sa vérité aux logiques collectives.

Techniquement, l'appropriation du mot, en ces termes, implique action et réflexion. Dans le processus de changement social, c'est un mot qui cherche et provoque la dissonance. Sa distinction par rapport aux deux autres catégories se produit dans ce qu'il désigne comme l'horizon. La dissonance critique prédit la multiplication des mots, basée sur le principe que la pluralité dérive de l'augmentation du nombre de récits et est suffisante pour produire l'émancipation. Cela signifie qu'on croit, par exemple, que si l'accès aux plateformes numériques rend possible l'expression de l'ensemble des citoyen·nes, cela conduirait à un débat pluriel automatiquement. La dissonance solidaire guide cette mul-

4. P. FREIRE, *Op. cit.*

5. L. FESTINGER, « Cognitive Dissonance », *Scientific American*, October, 1962, vol. 207, n° 4, pp. 93-106.

6. A. C. SUZINA, « Dissonancia crítica e solidária: a contribuição das mídias populares ao processo de mudança social », *Chasqui, revista Latinoamericana de Comunicación*, Sección Monográfico, 2019, n° 140, pp. 147-162.

7. M. CERVERA-MARZAL, *Post-Vérité. Pourquoi il faut s'en réjouir*, Éditions Le Bord de l'Eau, 2019.

Se montrer accessible et égal malgré sa prééminence : une stratégie populiste qu'utilise Jair Bolsonaro.



tiplication des mots vers l'utopie de la coexistence et de la justice. Dans ce cas, on va au-delà de la diversité des voix pour s'approprier la communication avec l'objectif d'établir des liens entre ces voix différentes. La dissonance restrictive, en revanche, rompt le principe de la parole authentique de Freire, car elle ignore un fondement central de sa pédagogie, qui est l'élimination de toute forme de domination. Ici, on va multiplier des voix, mais dans le but de créer des multitudes qui répètent une consigne et prendre cette foule pour justi-

“ En réduisant et, parfois, en rendant le dialogue et le débat d'idées irréalisables, le populisme s'oppose fondamentalement aux principes de la sphère publique démocratique. ”

fier la suppression de toute opinion contraire.

Lorsque Cervera-Marzal explique le succès du Front (Rassemblement) national français par sa capacité à imposer sa vérité, il décrit le remplacement d'une logique dominante par une autre. Le changement est donc basé sur l'imposition d'un récit et sur la suppression des autres, et non sur le dialogue. Plus profondément, ce changement s'appuie sur l'érosion de la réalité, à travers ce que l'auteur appelle des « baratineurs » caricaturaux, comme Trump, qui semblent inoffensifs ou non préparés, mais qui mettent en œuvre des stratégies pour détruire les piliers de la société.

La situation actuelle au Brésil, lors de la pandémie du covid-19, est emblématique. Contre toutes les indications internationales et même de celles de son propre ministre de la Santé, Jair Bolsonaro mène une campagne publique contre l'isolement et les mesures pour contenir la contamination. Le ton familier du discours, qui parle de protéger l'emploi de celles/ceux qui ont besoin de travailler, s'ajoute au discrédit de la science, du journalisme et des autorités internationales. Ce n'est pas seulement un discours caricatural grossier. C'est une tentative d'imposer une vérité qui fait écho au désespoir de nombreux/ses Brésiliens/nes, qui sont déjà fragilisés sur le marché du travail. Son discours déstabilise les institutions fédérales, étatiques et municipales et met non seulement la société brésilienne mais aussi la communauté internationale en danger.

La dissonance restrictive contraint la subjectivité des acteur·rices en mettant en œuvre un nouveau récit universel et totalitaire qui s'impose, souvent violemment, à tous les autres. Suivant cette prémisse, dans le populisme, toute personne en désaccord avec le/la leader devient un·e « ennemi·e », tandis que celles et ceux qui reproduisent ses idées sont largement soutenu·es. Comme l'analyse Waisbord<sup>8</sup>, le populisme favorise la division, et contredit le principe fondamental de la communication, qui est de mettre en commun<sup>9</sup>.

## La communication, espace d'utopie

En résumé, la stratégie publique du populisme est guidée par l'appropriation de la communication comme instrument pour constituer et nourrir des antagonismes rigides. En réduisant et, parfois, en rendant le dialogue et le débat d'idées irréalisables, il s'oppose fondamentalement aux principes de la sphère publique démocratique. Toutefois, s'il est possible de parler d'un antidote au discours populiste, il est paradoxalement associé à la foi dans la communication même. Si le populisme utilise des récits pour créer la division, son opposition doit envisager la reprise de la communication comme espace de construction de sens communs et de solidarité.

Lorsque j'ai formulé ma compréhension de la dissonance solidaire, je réfléchissais à la confiance que les communicant·es populaires<sup>10</sup> placent dans la capacité à établir de nouveaux liens entre les gens grâce à une information permanente et bien fondée sur la réalité. L'utilisation du terme « dissonance » m'a semblé adéquate également en raison de son association au « bruit » qui, dans ce cas, peut briser les idées cristallisées. Comme le suggère Luis Felipe Miguel<sup>11</sup>, la dissonance ne garantit pas nécessairement le changement, mais elle peut en constituer le premier pas. En ce sens, il est nécessaire de valoriser et de nourrir les initiatives de communication populaire, alternative et communautaire qui produisent des informations à partir des bases de la société et en phase avec les luttes pour la justice sociale.

D'un autre côté, penser la communication comme une forme de dissonance solidaire implique également de renouveler la confiance dans les gens. Il s'agit principalement d'identifier ce que Bernardo Toro et Nísia Werneck<sup>12</sup> définissent comme des « rééditeur·rices » c'est-à-dire des personnes qui agissent comme des influenceur·euses, comme des médiateur·rices qui facilitent la diffusion des informations, leur donnant une légitimité. Toro et Werneck parlent du prêtre dans son église, du/de la professeur·e dans son école, du/de la médecin dans sa maison médicale... Bref, de tout·e acteur·rice capable de réunir un groupe autour de lui·elle<sup>13</sup>. La culture numérique a élargi et diversifié ces possibilités. Outre les influenceur·euses de masse, il est important, cependant, de prolonger leur travail avec les « rééditeur·rices » qui opèrent au niveau local et qui continuent d'exercer un pouvoir important sur la possibilité qu'ont les gens à s'ouvrir à des informations dissonantes. #

(\*) Journaliste et docteur en Sciences Politiques et Sociales (UCLouvain), chercheuse postdoctorale à Loughborough University London

8. S. WAISBORD, *op. cit.*

9. M. SODRÉ, *The Science of the Commons: A Note on Communication Methodology*, Springer, 2019.

10. Au Brésil, les « communicants populaires » sont les personnes qui mènent la communication au sein des mouvements sociaux de base, les mouvements populaires, les associations communautaires. Il n'y a pas de terme équivalent en français.

11. L. F. MIGUEL, *Democracia e Representação. Territórios em Disputa*, Editora Unesp, São Paulo, 2014.

12. B. TORO et N. M. D. WERNECK, *Mobilização Social: Um Modelo de Construir a Democracia e a Participação*, Editora Autêntica, Belo Horizonte, 2004.

13. Les auteurs font cette référence ici à la réalité latino-américaine des années 1980-1990.



© Gabriel Civita Ramirez

De nombreuses voix s'élèvent pour demander un Green New Deal afin de contrer le réchauffement climatique et promouvoir la justice sociale.

 SEMAINE SOCIALE

# National-populisme ou Green New Deal : l'enjeu de la nouvelle grande transformation

> Arnaud ZACHARIE (\*)

*La mondialisation néolibérale et les crises qu'elle a engendrées conduisent, comme dans l'entre-deux-guerres, à un contre-mouvement d'autoprotection des classes moyennes et populaires se traduisant notamment par un repli identitaire. Les « perdant-es de la mondialisation » en proie à l'insécurité économique et culturelle se détournent des partis politiques traditionnels et se laissent de plus en plus séduire par le discours national-populiste. Pourtant, le contre-mouvement contemporain intègre des alternatives progressistes, dont le projet de Green New Deal pour une société ouverte, juste et durable. La capacité des forces en présence à se coaliser déterminera le modèle de société qui émergera de la « nouvelle grande transformation » actuelle.*

Dans une œuvre majeure d'économie politique publiée en 1944, Karl Polanyi a démontré comment l'instauration à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle d'une société fondée sur le marché autorégulateur a débouché sur la « Grande Transformation »<sup>1</sup> de l'entre-deux-guerres, qui a pris la forme, dans le contexte de la Grande Dépression des années 1930, d'un contre-mouvement d'autoprotection des sociétés favorisant l'émergence de nouvelles forces politiques très différentes—le socialisme, le fascisme et le New Deal social-démocrate—, dont le point commun était toutefois qu'elles

visaient, chacune à leur manière, à répondre à la demande sociale de restauration d'un État protecteur contre les dérives du marché autorégulateur.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'encadrement du marché par un État social et régulateur a permis de garantir durant les Trente Glorieuses une prospérité partagée et une stabilité politique. Mais la « révolution conservatrice » des années 1980 a engendré une nouvelle tentative de fonder la société sur le marché autorégulateur. Il en a résulté la mondialisation néolibérale, dont les dérives et la crise en 2008 ont provo-

qué ce que j'ai appelé dans mon dernier ouvrage une « nouvelle grande transformation »<sup>2</sup>, c'est-à-dire un contre-mouvement d'autoprotection similaire à celui de la Grande Transformation analysée par Polanyi. Aujourd'hui comme hier, les classes moyennes et populaires dont les perspectives s'assombrissent cherchent dans la restauration d'un État protecteur la réponse aux dérives de la société de marché mondialisée.

Si la réaction identitaire du national-populisme représente à ce stade la force dominante du contre-mouvement contemporain, des forces progressistes reven-



diquent également un Green New Deal susceptible de répondre aux demandes sociales, environnementales et démocratiques des sociétés précarisées par les dérives de la mondialisation néolibérale. Des alternatives existent pour garantir une prospérité soutenable et partagée dans une société ouverte. La manière dont elles trouveront ou non les débouchés politiques suffisants déterminera la direction que prendra la «nouvelle grande transformation» en cours : la transition écologique et sociale ou le repli national-populiste.

## Le repli national-populiste

Le discours national-populiste a remporté ces dernières années un succès croissant qui fait vaciller les démocraties libérales et le système multilatéral. Aux États-Unis, le national-populisme s'est installé à la Maison-Blanche à la suite de l'élection de Donald Trump, qui bouleverse les relations internationales et remet en cause l'ordre international instauré par les États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale. En Europe, le phénomène est généralisé : le national-populisme remet radicalement en cause les systèmes politiques traditionnels en Europe de l'Ouest (avec le Brexit, le Rassemblement national en France, le Vlaams Belang et la N-VA en Belgique, l'AfD en Allemagne, le FPÖ en Autriche ou le Forum pour la démocratie et le PVV aux Pays-Bas), en Europe du Sud (avec la Lega en Italie, Vox en Espagne ou Aube dorée en Grèce), en Europe de l'Est (avec le Fidesz en Hongrie ou le PiS en Pologne) et en Scandinavie (avec les Démocrates suédois, les Vrais Finlandais ou le Parti du peuple danois). Dans les pays émergents, il est au pouvoir en Inde, au Brésil, en Russie ou aux Philippines. Le repli national-populiste ne concerne pas seulement les démocraties occidentales. Il représente un phénomène planétaire.

Le national-populisme regroupe des partis politiques dont les filiations historiques et le degré de radicalité diffèrent, mais dont les programmes politiques convergent sur plusieurs points fondamentaux. Le discours national-populiste est porté par un-e leader charismatique et oppose les intérêts du «peuple» non

seulement aux «élites», mais aussi aux minorités (les immigré-es, les pauvres et plus généralement les «assisté-es», voire pour certains partis les droits des homosexuel-les et des femmes); il s'oppose au «mondialisme», à la «société ouverte» et au multiculturalisme à travers un double repli souverainiste et identitaire; il remet en cause l'universalité des droits humains et les fondements de la démocratie libérale, en cherchant à affaiblir les contre-pouvoirs et les corps intermédiaires (juges, journalistes, syndicats, ONG) accusés de défendre les droits des minorités contre les intérêts du «peuple»; il est climato-sceptique ou à tout le moins «éco-réaliste», voire «éco-identitaire»; enfin, il ne remet pas fondamentalement en cause les lois du marché et retraduit les enjeux économiques en enjeux culturels pour cibler des boucs émissaires plutôt que le caractère inégalitaire et insoutenable du système économique actuel.

Le repli national-populiste surgit dans le contexte plus large de la montée des

partis traditionnels et un affaiblissement des systèmes partisans qui structuraient depuis des décennies la vie politique des démocraties libérales.

## Le déclin des partis traditionnels

Après la Deuxième Guerre mondiale, la reconstruction des démocraties occidentales avait débouché sur un système partisan stable au cours des Trente Glorieuses. À une époque où l'État providence garantissait la répartition des richesses et la sécurité sociale, les partis traditionnels et la démocratie libérale bénéficiaient d'une forte légitimité. Ce système reposa sur des «clubs de partis de gouvernement», prenant généralement la forme d'une alternance entre un grand parti socialiste ou social-démocrate à gauche et un grand parti chrétien-démocrate ou libéral-conservateur à droite. Les familles politiques sociales-démocrates et chrétiennes-démocrates

*« Le repli national-populiste ne concerne pas seulement les démocraties occidentales. Il représente un phénomène planétaire. »*

partis antisystème et du déclin des partis traditionnels. Dans la foulée de la crise financière de 2008, on a ainsi vu apparaître une multitude de mouvements sociaux contestant le système économique et politique. Certains sont conservateurs (comme le *Tea Party* aux États-Unis, Génération Identitaire en France, PEGIDA en Allemagne ou *Schild & Vrienden* en Flandre), mais d'autres sont progressistes (comme les *Indignados* en Espagne, les *Aganaktismenoi* en Grèce, les mouvements *Occupy Wall Street* et *Sunrise* aux États-Unis ou le mouvement des Marches pour le climat) et d'autres encore «transversaux» (comme les Gilets Jaunes en France). L'irruption de ces mouvements a favorisé la montée du national-populisme, mais aussi des partis écologistes et du «populisme de gauche» théorisé par Chantal Mouffe<sup>3</sup> (Podemos, Syriza, La France insoumise, PTB). Il en a découlé un déclin des par-

dominèrent ainsi la scène politique européenne grâce à des résultats électoraux très stables—environ 30% des voix en moyenne pour les partis sociaux-démocrates et 20% pour les partis chrétiens-démocrates dans les quinze démocraties européennes les plus anciennes<sup>4</sup>.

Si ces «clubs partisans» restèrent stables jusqu'à la crise de 2008, les partis traditionnels enregistrèrent toutefois un premier déclin suite au tournant néolibéral des années 1980 (auquel s'est ajoutée à la fin de la Guerre froide la quasi-disparition des partis communistes). Deux nouvelles forces politiques profitèrent de ce déclin des partis traditionnels : les écologistes et la droite radicale. Ces nouveaux partis ne réussirent toutefois pas à récolter suffisamment de voix pour perturber la stabilité du système des clubs de partis gouvernementaux—la plupart ne parvenant pas à participer durablement à des coalitions gouvernementales.

Les choses changèrent brusquement après la crise de 2008. Dans les quinze démocraties les plus anciennes d'Europe de l'Ouest, les partis sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates ont vu leur déclin s'accélérer, tandis que les partis libéraux-conservateurs, qui s'étaient maintenus jusqu'à la crise de 2008, ont à leur tour lourdement chuté. Le nombre de partis traditionnels à plus de 30% en Europe de l'Ouest a été divisé par deux entre 2001-2010 et 2011-2017, passant de douze à six<sup>5</sup>. Alors qu'il existait simultanément un parti de gauche et un parti de droite à plus de 20% dans treize des quinze pays d'Europe de l'Ouest en 2001-2010, il n'y avait plus que huit pays sur quinze qui étaient dans ce cas en 2011-2017<sup>6</sup>. Plusieurs partis sociaux-démocrates sont passés sous les 10% aux élections législatives, comme en Grèce (2015), aux Pays-Bas (2017) ou en France (2017), tandis que les partis chrétiens-démocrates ne dominent plus la scène politique qu'en Allemagne et en Autriche. Illustration de l'accélération du déclin des partis traditionnels en Europe, les deux principaux groupes du Parlement européen (PPE et S&D) n'ont, pour la première fois depuis l'instauration du scrutin européen, pas obtenu la majorité absolue suite aux élections européennes de mai 2019.

La volatilité électorale, le déclin des partis traditionnels, la montée du national-populisme et plus largement des partis antisystème entraînent une fragmentation croissante des parlements qui rend de plus en plus complexe la formation des gouvernements – et *a fortiori* la mise en œuvre de politiques suffisamment cohérentes et ambitieuses susceptibles de réduire la fracture entre gouvernants et gouvernés. Ce cercle pervers a pour effet d'exacerber la double crise d'efficacité et de légitimité qui ébranle les démocraties occidentales.

La crise mondiale a amplifié le ressentiment des « perdant-es de la mondialisation », qui considèrent que les partis traditionnels ne défendent plus leurs intérêts et exigent de leurs représentant-es qu'ils-elles répondent à leur insécurité économique et culturelle. Le récit d'un système équilibré soudainement saboté par une réaction

populiste irrationnelle est un piège. Le repli national-populiste est le rejeton d'un système instable, inégalitaire et insoutenable. L'insécurité économique et culturelle croissante des classes moyennes occidentales incite une part grandissante des électeur-rices des partis traditionnels à se laisser séduire par le discours national-populiste, qui prétend défendre les intérêts du peuple en prônant une société fermée censée protéger les citoyen-nes contre les dérives de la mondialisation.

## L'insécurité économique

La littérature scientifique démontre que le national-populisme tire son succès de l'insécurité économique engendrée par la crise financière, l'austérité, la désindustrialisation, les inégalités et plus largement les dérives de la mondialisation néolibérale. La révolution néolibérale des années 1980 a débouché dans les pays industrialisés sur des profits élevés, mais aussi sur l'instabilité financière, la compression des salaires, la hausse des inégalités et la réduction de la sécurité d'emploi. Lorsque durant les Trente Glorieuses d'après-guerre, les profits élevés allaient de pair avec la sécurité sociale, le plein-emploi et la hausse des salaires grâce à l'encadrement du marché par l'État providence, ils étaient unanimement acceptés. Mais ce n'est plus le cas depuis qu'ils riment avec crises financières, désindustrialisation, chômage, inégalités et insécurité sociale.

Il est ainsi démontré que les crises financières nourrissent le repli nationaliste et xénophobe. Deux études expliquent la poussée nationaliste et le rejet de l'immigration en Europe de l'Ouest par l'insécurité économique engendrée par le choc de la mondialisation et de la crise financière dans la zone euro<sup>7</sup>. Une autre étude démontre que les crises financières débouchent sur une polarisation politique qui entraîne le déclin des partis traditionnels, la montée des extrêmes, la fragmentation de la composition des parlements et l'affaiblissement des gouvernements<sup>8</sup>. Ces conclusions confirment celles d'une étude couvrant plus de 800 élections et une centaine de crises finan-

cières depuis 1870 dans vingt pays développés<sup>9</sup>: le vote en faveur des partis d'extrême droite augmente en moyenne d'un tiers durant les cinq années faisant suite à une crise financière.

Les crises financières débouchent par ailleurs sur des politiques d'austérité qui exacerbent la contestation sociale et les réactions politiques. Une étude analysant l'impact des politiques d'austérité en Europe entre 1919 et 2010 démontre une corrélation entre l'austérité budgétaire et l'instabilité sociale et politique<sup>10</sup>. Des coupes budgétaires de plus de 2% du PIB entraînent une accélération de l'instabilité dans toutes ces dimensions. On ne constate par contre pas le même effet pour les hausses d'impôts. Or les politiques d'austérité instaurées en Europe à partir de 2010 ont eu des effets contre-productifs qui ont aggravé le mal qu'elles étaient censées combattre<sup>11</sup>. L'impact de l'austérité au Royaume-Uni a notamment joué un rôle décisif en faveur du Brexit<sup>12</sup>.

Aux dérives de la mondialisation financière et de l'austérité s'ajoutent celles de la mondialisation commerciale. Une étude analysant l'impact de cette dernière sur l'évolution des résultats électoraux dans quinze pays d'Europe de l'Ouest entre 1988 et 2007 conclut que la concurrence des importations à bas prix favorise le vote en faveur des partis nationalistes et d'extrême droite<sup>13</sup>. Le vote pour le Brexit en 2016 a enregistré la part la plus importante des suffrages dans les régions les plus exposées à la concurrence des importations industrielles en provenance des pays à bas salaires<sup>14</sup>, dans les zones où le taux de chômage était le plus élevé et où les niveaux de revenu et d'éducation étaient les plus faibles<sup>15</sup>. La même corrélation a été constatée aux États-Unis entre le vote en faveur de Donald Trump et l'exposition des régions désindustrialisées à la mondialisation commerciale et à la concurrence des importations en provenance de Chine<sup>16</sup>.

Plus généralement, la montée du national-populisme n'est pas seulement le résultat des inégalités interpersonnelles, mais aussi de la « divergence séculaire »<sup>17</sup> entre les régions, secteurs et communautés des différents pays. La mondialisation, la finance et les progrès technologiques ont favorisé la concen-



tration des investissements et des emplois qualifiés dans des régions métropolitaines et certains secteurs économiques, au détriment des autres régions et secteurs de plus en plus marginalisés. Cette divergence séculaire entraîne une double dynamique sociale qui nourrit le nationalisme non seulement dans les régions marginalisées, où la population craint un inexorable déclin de ses conditions de vie, mais aussi dans les régions les plus riches, où la population tend à vouloir protéger sa prospérité dans un monde instable. C'est ce qui explique que l'adhésion croissante au repli national-populiste ne s'est pas seulement vérifiée parmi les perdant-es de la mondialisation, mais aussi parmi ses gagnant-es—qu'ils-elles soient Flamand-es, Catalan-es ou Bavarois-es.

## L'insécurité culturelle

Bien qu'il prétende répondre à la demande de protection des perdant-es de la mondialisation, le discours national-populiste ne remet pas fondamentalement en cause l'agenda néolibéral de la financiarisation. Il préfère agiter le spectre de l'islamisation qui menacerait la civilisation chrétienne occidentale, selon la théorie fumeuse du «grand remplacement» qui découlerait de l'immigration originaire du monde arabo-musulman. Bien que les migrations n'aient augmenté que modérément au cours des trois dernières décennies et que leur impact sur les économies d'accueil ait été positif, le terrorisme djihadiste et les demandeur-euses d'asile fuyant les conflits au Moyen-Orient ont été exploités par le discours national-populiste, qui a multiplié les amalgames entre immigration, islam et islamisme. Ce discours a remporté un succès croissant dans des sociétés occidentales fragilisées par la crise économique et qui avaient été habituées à être dominées pendant des décennies par un seul groupe ethnique—les chrétiens blancs. Résultat: l'Eurobaromètre d'avril 2018 révélait que les Européen-nes pensaient qu'il y avait en moyenne 3,4 fois plus d'immigré-es dans leur pays qu'en réalité. Bien que les près de quatre millions de migrant-es ayant demandé l'asile en Europe durant la période 2015-2018 n'aient représenté que 0,77%



L'insécurité économique liée à la désindustrialisation est favorable au populisme.

de la population européenne, leur arrivée a néanmoins plongé l'Union européenne dans une profonde crise politique<sup>18</sup>.

C'est toutefois paradoxalement dans les régions où il y a peu d'immigré-es que l'insécurité culturelle des citoyen-nes est la plus forte. Comme le souligne une étude réalisée pour la Commission européenne sur la «géographie du mécontentement»<sup>19</sup> qui motive le vote eurosceptique, les zones où ce vote est le plus élevé ne sont pas les zones d'immigration: les régions ayant enregistré des flux récents d'immigration sont au contraire moins enclines à opter pour le vote eurosceptique. Ce ne sont pas non plus les régions les plus pauvres qui concentrent le mécontentement, mais les régions en déclin économique et industriel qui ont connu un important développement industriel par le passé, mais où les opportunités d'emplois et le niveau d'éducation sont désormais faibles.

La polarisation géographique provoquée par la mondialisation n'est pas seulement économique, mais aussi culturelle, du fait que l'urbanisation croissante a divisé les sociétés, avec d'un côté des centres urbains denses et multiculturels, où dominent les valeurs culturelles libérales, et de l'autre des zones rurales et des petites villes plus uniformes culturellement, où domine le conservatisme social et culturel<sup>20</sup>. Or c'est dans ces dernières que le dis-

cours national-populiste a enregistré le plus grand succès: la réaction de rejet de l'immigration est la plus forte chez les citoyen-nes faiblement éduqué-es qui vivent dans les petites villes où on trouve peu d'immigré-es, tandis que les personnes plus éduquées qui vivent dans les métropoles plus multiculturelles sont les moins enclines à se laisser séduire par le discours national-populiste<sup>21</sup>.

## L'alternative du Green New Deal

Une part croissante des classes moyennes et populaires des démocraties occidentales craignent de perdre à la fois leur niveau de vie économique et leur mode de vie culturelle. Il en résulte une demande de protection contre l'insécurité économique et culturelle à laquelle le national-populisme prétend pouvoir répondre. Partout, les clivages se polarisent entre société ouverte ou fermée, avec le risque de présenter la société ouverte comme l'option des tenants du statu quo et le repli national-populiste comme le choix du changement. Le choix ne se limite heureusement pas à une société ouverte ou fermée, qui serait dans les deux cas inégalitaire et insoutenable. Des alternatives existent pour promouvoir une société qui serait non seulement ouverte, mais aussi juste et durable.

Parmi la diversité des réactions aux dérives de la mondialisation néolibérale émergent des mouvements sociaux et politiques revendiquant l'instauration d'un Green New Deal, c'est-à-dire une transition écologique et sociale garantissant



une prospérité soutenable et partagée. En Europe, la nouvelle Commission européenne a présenté en décembre 2019 un projet de Green Deal. Ce «pacte vert pour l'Europe» vise la neutralité carbone en 2050. Dans ce but, la Commission ambitionne notamment de décarboner le secteur de l'énergie, de rénover les bâtiments, de développer la mobilité durable et d'aider les entreprises européennes à innover afin de devenir des leaders mondiaux de l'économie verte et des technologies propres. Le projet de Green Deal semble à la hauteur des enjeux de la transition écologique. Bien qu'il soit doté d'un «mécanisme pour la transition juste», le Green Deal européen est toutefois moins encadré dans les enjeux sociaux que le projet américain qui vise la neutralité carbone via un vaste programme d'investissements, mais aussi la réduction des inégalités et la création d'emplois de qualité.

Sa concrétisation nécessite en outre de mobiliser les financements nécessaires. La Commission, qui estime qu'il faudra des investissements de 260 milliards d'euros annuels pour aboutir à la neutralité carbone en 2050, ambitionne de soutenir un plan d'investissement de 1.000 milliards d'euros au cours de la prochaine décennie. Or la Cour des comptes européenne évalue à 1.115 milliards d'euros annuels les investissements nécessaires pour réduire les émissions de 40% en 2030 par rapport à 1990<sup>22</sup>. Un rehaussement de

tains secteurs comme les transports en commun, l'isolation des bâtiments ou les batteries électriques ne sont pas suffisamment attractifs pour le secteur privé et nécessitent dès lors des investissements publics<sup>23</sup>.

D'autres sources de financement devraient être mobilisées. Le projet de «Real Green Deal»<sup>24</sup> propose que la Banque européenne d'investissement soit transformée en Banque du climat et finance chaque année 300 milliards d'euros de prêts à taux zéro. Il propose aussi que les subsides et les investissements destinés aux énergies fossiles soient supprimés et réorientés vers les énergies renouvelables. Il prône enfin l'instauration d'un impôt européen sur les bénéfices des sociétés et d'une taxe sur le transport aérien—qui permettraient de mobiliser respectivement 100 et 27 milliards d'euros par an. *A contrario*, sans financements nécessaires ni volonté politique des États membres de le concrétiser, le projet de Green Deal pourrait déboucher sur une opération de «greenwashing» qui exacerberait le désenchantement démocratique<sup>25</sup>.

Selon le politologue français Pierre Martin<sup>26</sup>, la crise de la mondialisation néolibérale a engendré un nouveau système partisan qui oppose trois pôles idéologiques autour d'un double clivage économique (qui oppose le néolibéralisme à sa contestation altermondialiste) et culturel (qui oppose le cosmopolitisme à sa contes-

nouveau «bloc historique» majoritaire déterminera le modèle de société qui découlera de la «nouvelle grande transformation» qui se déroule sous nos yeux. #

**(\*) Secrétaire général du CNCND-11.11.11 et maître de conférences à l'ULB et à l'ULiège**

1. K. POLANYI, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Éditions Gallimard, 1983.

2. A. ZACHARIE, *Mondialisation et national-populisme : la nouvelle grande transformation*, Éditions Le Bord de l'Eau/La Mulette, 2019.

3. C. MOUFFE, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, 2018.

4. P. MARTIN, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Presses de Science Po, 2018, pp. 25-26.

5. *Ibid.*, p. 197.

6. *Ibid.*, p. 200.

7. L. GUISO, H. HERRERA, M. MORELLI et T. SONNO, «The populism backlash: An economically driven backlash», *VOX*, 18 mai 2018; Y. ALGAN, S. GURIEV, E. PAPAIOANNOU et E. PASSARI, «The European Trust Crisis and the Rise of Populism», *BPPA Conference Drafts*, 7-8, 2017.

8. A. MILAN, A. SUFI et F. TREBBI, «Political Constraints in the aftermath of financial crisis», *VOX*, 21 février 2012.

9. M. FUNKE, M. SCHULARICK et C. TREBESCH, «Going to extremes: Politics after financial crisis, 1870-2014», *CEPR Discussion Paper N°10884*, 2015.

10. J. PONTICELLI et H.-J. VOTH, «Austerity and Anarchy: Budget Cuts and Social Unrest in Europe, 1919-2010», *CEPR Discussion Paper*, n° 8513, 2011.

11. C. HOUSE, C. PROEBSTING et L. TESAR, «Austerity in the aftermath of the Great Recession», *VOX*, 11 avril 2017.

12. T. FELTZER, «Did Austerity Cause Brexit?», *Working Paper*, University of Warwick, 2018.

13. I. COLANTONE et P. STANIG, «The Trade Origins of Economic Nationalism: Import Competition and Voting Behavior in Western Europe», *American Journal of Political Science*, 2018.

14. I. COLANTONE, et P. STANIG, «Global Competition and Brexit», *American Political Science Review*, vol. 112, n° 2, 2017.

15. S. O. BECKER, T. FETZER et D. NOVY, «Who voted for Brexit? A comprehensive district-level analysis», *Economic Policy*, vol. 32, n° 92, 2017.

16. D. H. AUTOR, D. DORN, G. H. HANSON et K. MAJLESI, «Importing Political Polarization? The Electoral Consequences of Rising Trade Exposure», *NBER Working Paper N° 22637*, décembre 2017.

17. C. BASTASIN, «Secular divergence: Explaining nationalism in Europe», *Democracy & Disorder*, Brookings, mai 2019.

18. J.-M. BOS, «La honte de l'Europe», *DW*, 24 mai 2019.

19. L. DIJKSTRA, H. POELMAN et A. RODRIGUEZ-POSE, «The geography of EU discontent», *Working Paper*, décembre 2018.

20. W. WILKINSON, «The Density Divide: Urbanization, Polarization, and Populist Backlash», *Niskanen Center Research Paper*, juin 2018.

21. S. MORICONI, G. PERI et R. TURATI, «Quel est l'impact de l'immigration sur la montée nationaliste en Europe?», *The Conversation*, 2019.

22. European Court of Audition, «EU action on energy and climate change», 2017, p. 58.

23. P. ARTUS, «Les questions posées par la transition énergétique en Europe», *Flash Economie*, Natisis, 2 janvier 2020.

24. <https://realgreendeal.eu/>

25. A. ZACHARIE, «Green Deal ou greenwashing?», *Imagine Demain Le Monde*, mars-avril 2020.

26. P. MARTIN, *op. cit.*, p. 256.

## « Ce "pacte vert pour l'Europe" vise la neutralité carbone en 2050. »

l'objectif de réduction à 50-55%, comme le propose le Green Deal, implique des montants encore plus élevés. On est donc loin du compte, d'autant que le plan d'investissement proposé par la Commission repose sur des hypothèses qui semblent excessivement optimistes: la Commission espère mobiliser 279 milliards d'euros sur la période 2021-2027 via une garantie de onze milliards d'euros apportée par InvestEU. Autrement dit, 1 euro de garantie est censé générer 25 euros d'investissements privés. Non seulement un tel effet de levier semble illusoire, mais cer-

tation identitaire). Il en résulte un pôle «libéral-mondialisateur» (cosmopolite sur le plan culturel et néolibéral sur le plan économique) qui vise à préserver le statu quo, contesté sur sa droite par le pôle «conservateur-identitaire» et sur sa gauche par le pôle «démocrate-écologiste».

Autrement dit, l'agenda de la mondialisation néolibérale est contesté par l'agenda du national-populisme et celui du Green New Deal. La manière dont les forces politiques des différents pôles idéologiques réussiront ou non à dépasser leurs contradictions pour former un

## Immigration

# De Marx à Salvini, l'« armée industrielle de réserve » dévoyée

> Fabio BRUSCHI (\*)

La récupération et la déformation d'un certain nombre de thèmes historiquement caractéristiques d'une perspective de gauche par la droite nationaliste marque un renouveau idéologique qui pourrait constituer une des sources de son succès actuel. Le concept d'« armée industrielle de réserve », que Marx formule pour penser le chômage, et qui a été mobilisé récemment par Matteo Salvini, en est une illustration particulièrement éloquente. Ce n'est qu'en rétablissant pleinement la visée anti-capitaliste de ce concept qu'il sera possible de s'opposer à la version anti-immigration qu'en donne la droite nationaliste.

Dans cet article, nous proposons une clé de lecture et des pistes de résistance face à la montée actuelle de la droite nationaliste\* en Europe, en dépassant l'interprétation la plus courante qui fait appel à la notion de populisme. La notion de populisme explique de manière vague la montée de la droite nationaliste comme l'effet d'un discours qui s'adresse au « ventre » de non mieux identifiées classes populaires<sup>1</sup>. Il nous semble qu'une analyse plus fine permettrait d'identifier, parmi les sources de la montée actuelle de la droite nationaliste, un renouveau idéologique marqué par la récupération et la déformation d'un certain nombre de thèmes historiquement caractéristiques d'une perspective de gauche<sup>2</sup>.

Une occurrence particulièrement significative de cette récupération se trouve dans le programme pré-

senté en 2017 par Matteo Salvini lors de sa candidature au Secrétariat fédéral de la « Ligue du Nord pour l'Indépendance de la Padanie » (ensuite rebaptisée avec une concision plus œcuménique « Ligue »). Dans ce document, parmi « les défis principaux que nous sommes appelés à affronter », est stipulé le fait que « la main d'œuvre à bas coût découlant de l'immigration incontrôlée fournit "l'armée industrielle de réserve" ». Dans un texte qui ne s'adresse évidemment pas à des marxistes, les guillemets constituent néanmoins un clin d'œil : Salvini (qui, dans sa jeunesse, s'identifiait comme communiste au sein du faux Parlement de Padanie que la Ligue s'amusa à mettre en scène) prétend dans ce passage citer Marx, qui a forgé le concept d'armée industrielle de réserve (désormais désignée par l'acronyme AIR) pour traiter de la consubstantialité du chômage et du capitalisme, et des effets du chômage sur les conditions des travailleuses actives. Certes, les partis de droite nationalistes n'utilisent pas tous ce concept ; toutefois, ils reprennent le contenu que Salvini lui attribue afin de garnir d'une dimension « sociale » leurs propositions anti-immigration. C'est pourquoi la question de l'AIR constituera le focus principal de notre article.

Il ne faut pas sous-estimer la portée politique de cette récupération. Nous considérons en effet que l'usage par la droite nationaliste de thèmes historiquement associés à la gauche contribue à la réorientation vers elle d'une partie des classes populaires, qui éprouvent par ailleurs le sentiment largement justifié d'avoir été « abandonnées » par la gauche. Au lieu de combattre, comme on l'entend souvent, la droite nationaliste sur son propre terrain, sur lequel se situeraient désormais les classes populaires,

### \* REMARQUE PRÉALABLE

Nous parlerons dans cet article de droite nationaliste. La désignation d'extrême droite est trompeuse, laissant entendre que les positions de partis comme le Rassemblement national, le Vlaams Belang, la Ligue, etc. constitueraient une exception par rapport au reste du champ politique. En réalité, notamment en ce qui concerne l'immigration, leurs positions constituent une version, parfois plus radicale, de la position « sécuritaire » désormais majoritaire, non seulement au sein des droites (comme le montre le gouvernement Michel en Belgique), mais aussi d'une partie des « gauches » européennes (comme le montre le fait que Matteo Salvini a ouvertement conçu son action en tant que ministre de l'Intérieur comme une prolongation de l'action du gouvernement précédent, dirigé par Matteo Renzi (Parti démocratique)). En fait, le partage qui domine aujourd'hui le champ politique légitime, et qui y rend presque irréprésentable une proposition de gauche anticapitaliste, est plutôt celui entre nationalisme et mondialisme. En plus, comme on le verra, le noyau nationaliste des partis nationalistes de droite se retrouve même au sein du champ mondialiste (un champ qui traverse lui aussi les frontières entre « gauche » et droite).

1. L'usage de la notion même de « classes populaires », notamment

lorsqu'il s'agit de parler du succès de la droite nationaliste, mériterait d'être nuancé. Comme l'a démontré Annie Collovald, s'il faut parler de succès c'est auprès d'une partie des classes populaires (cf. A. COLLOVALD, *Le « Populisme du FN ». Un dangereux contresens*, Éd. du Croquant, Paris, 2004).

2. Il ne s'agit bien entendu pas de la seule source. Il est même clair que la source historique fondamentale de cette montée réside dans les politiques néolibérales mises en place avec de plus en plus de violence dans les dernières décennies. Sur ce point, nous nous limiterons à renvoyer à l'analyse du fascisme que Polanyi proposait en 1944 et qui est aujourd'hui inquiétante par son actualité : « L'obstination avec laquelle, pendant dix années critiques, les tenants du libéralisme économique avaient soutenu l'interventionnisme autoritaire au service de politiques déflationnistes eut pour conséquence pure et simple un affaiblissement décisif des forces démocratiques qui, sans cela, auraient pu détourner la catastrophe fasciste » (K. POLANYI, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983, p. 318).



© FOM - un migration.jpg

Pour la droite nationaliste, l'AIR serait constituée d'immigrés « prêts à tout », faisant croître le chômage en Europe.

il s'agit à nos yeux de comprendre en quoi consiste cette récupération et quels sont les moyens pour la gauche – et en particulier pour le mouvement ouvrier – de se réapproprier, en leur rendant leur sens originel, des thèmes dont elle n'a été expropriée que parce qu'elle les avait d'emblée délaissés. Dans une certaine mesure, la récupération par la droite nationaliste de ces thèmes offre à la gauche l'occasion de se redonner un cadre idéologique global au sein duquel ils deviendraient véritablement irrécupérables, un cadre idéologique dont les coordonnées pourront à nouveau être celles de l'anti-capitalisme.

### L'AIR – version anti-immigration

La version du concept d'AIR propagée par la droite nationaliste est la suivante : l'AIR serait constituée par des travailleur·euses immigré·es « prêt·es à tout », ce qui produirait en Europe une augmentation du chômage et permettrait aux capitalistes de faire baisser les salaires et d'empirer les conditions de travail de l'ensemble des travailleur·euses (les plus complotistes soutenant que le capitalisme transnational irait jusqu'à « déporter » activement des étranger·ères vers l'Europe). En d'autres termes, l'argument revient à dire que dans telle ville, région, État, il y aurait, à cause de l'immigration, trop de travailleur·euses, et que cela produirait une augmentation de la pauvreté. Notons que ce thème renverse, sans en transformer la logique, la position la plus commune sur l'immigration dans le champ du néolibéralisme mondialiste, qui avance des arguments du type : « on a besoin d'immigré·es pour faire le travail que les Européen·nes ne veulent plus faire » ou « on a besoin d'immigré·es pour payer nos retraites ». Ce genre d'argument affirme qu'il n'y aurait pas assez

de travailleur·euses et qu'il serait donc nécessaire de les « importer ». Il est clair que, dans une situation de chômage structurel de masse, un tel argument révèle immédiatement son ridicule ou, mieux, sa vraie visée, à savoir que le problème n'est pas qu'il n'y a pas assez de travailleur·euses, mais que ceux·celles-ci ne sont pas (encore) prêt·es à tout concéder (et donc à accepter n'importe quel travail et sous n'importe quelles conditions) pour que soient satisfaites les exigences de valorisation du capital sans lesquelles il n'y aura pas d'investissements (donc pas d'emplois, donc pas de ressources pour payer les retraites), et qu'il faut donc que les exigences des travailleur·euses soient revues radicalement à la baisse. C'est ce que l'immigration – ici droite nationaliste et néolibéralisme mondialiste se rencontrent – serait censée favoriser.

Par ailleurs, bien que cela relève de l'évidence, il faut souligner que l'orientation globale de la droite nationaliste reste néolibérale, bien qu'avec un accent plus marqué sur la défense d'un (largement imaginaire) capital national face au capital transnational. Notons que cet accent constitue lui aussi le renversement, qui n'en transforme pas la logique, de l'argument pas moins nationaliste des néolibéraux mondialistes qui veulent rendre leur pays plus « attractif » pour les investisseurs.

### L'AIR – version anticapitaliste

On pourrait déjà opposer à cet usage du concept d'AIR des analyses statistiques montrant que l'immigration ne pose aucun problème spécifique en ce

qui concerne l'emploi : par exemple, là où les capitalistes sont convaincus de pouvoir obtenir un retour sur investissement convenable, le taux de chômage sera bas qu'il y ait ou pas une immigration importante et, inversement, le taux de chômage sera élevé—indépendamment de l'immigration—là où les capitalistes n'investissent pas<sup>3</sup>. Il est toutefois vrai qu'actuellement le salaire réel, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, quoiqu'avec des différences importantes selon les régions, stagne, voire baisse, et que le chômage oscille sans se résorber selon les phases du cycle économique<sup>4</sup>. Or, le concept d'AIR proposé par Marx permet précisément d'ex-

dépenses liées à la consommation des capitalistes en ont été retirées—réinvestie pour obtenir encore plus d'argent. On appelle ce processus « accumulation capitaliste ». La somme d'argent investie—qui est produite par le travail des travailleur·euses—tend donc à s'accroître continuellement. Or, supposons une situation où le nombre de travailleur·euses disponibles ne change pas. Dans cette situation, le résultat de l'accumulation capitaliste serait d'attirer vers le capital de plus en plus de travailleur·euses : la demande en travail augmenterait, ce qui produirait une hausse des salaires. Cela peut en effet bien arriver dans les phases expansives du cycle économique. En même temps, cette augmentation de salaire ne peut jamais dépasser le seuil au-delà duquel les capitalistes retireraient un gain trop bas de leur investissement, parce que dans ce cas ils investiraient moins, la demande en travail diminuerait, des travailleur·euses seraient refoulé·es, et les salaires baisseraient jusqu'à un niveau acceptable pour les exigences de valorisation du capital. Mais surtout, le capital est très attentif à faire en sorte que le rapport entre offre et demande en travail ne s'approche pas de ce seuil, et pour ce faire il dispose de plusieurs ressources lui permettant d'accumuler du capital sans attirer plus de travailleur·euses et même en en refoulant de plus en plus : il peut allonger le temps de travail et intensifier le travail des travailleur·euses actives (éventuellement avec des augmentations de salaire modérées), investir plus en moyens de production qu'en force de travail, investir dans du « capital fictif ». Il peut également investir dans des régions où les salaires sont plus bas. De sorte que non seulement le chômage est reproduit cycliquement par le capitalisme suivant la phase expansive ou récessive du cycle économique, mais le capitalisme peut contrôler le mécanisme de l'offre et de la demande en travail, en se donnant une AIR, garantissant que ses exigences de valorisation ne soient pas perturbées par les phases du cycle économique. Ainsi, « l'AIR exerce une pression sur l'armée ouvrière active pendant les périodes de stagnation et de prospérité moyenne et tient en bride ses exigences pendant la période de surproduction et de paroxysme. La surpopulation relative est ainsi l'arrière-plan sur lequel évolue la loi de l'offre et de la demande en travail »<sup>6</sup>.

Il est donc clair que la constitution de l'AIR ne dépend pas de la quantité absolue de travailleur·euses, mais du fonctionnement même du mode de production capitaliste qui « crée le matériau humain constamment prêt et exploitable pour les besoins changeants de sa valorisation, indépendamment des barrières que dresse l'augmentation effective de la population »<sup>7</sup>. Il en va de même pour le niveau des salaires : « Les mouvements généraux du salaire

« La constitution de l'AIR ne dépend pas de la quantité absolue de travailleur·euses, mais du fonctionnement même du mode de production capitaliste. »

pliquer ces phénomènes, mais sans faire appel au facteur—qui ne les explique pas—de l'immigration, et en mettant au contraire en avant une perspective anticapitaliste.

Le discours de la droite nationaliste revient à ressasser un vieil argument très répandu à l'époque de Marx—qui remonte à l'économiste anglais Thomas Malthus—selon lequel, comme la population augmenterait plus rapidement que les ressources, des situations de surpopulation absolue—engendrant des crises économiques et démographiques—devraient nécessairement se produire. En gros, le chômage et la pauvreté seraient dus à la fertilité excessive des classes populaires. Les partis de droite nationalistes, faisant face au problème que les travailleur·euses « autochtones » font aujourd'hui peu d'enfants, « ont trouvé une explication encore plus obtuse : la pauvreté en Europe est une conséquence de la fertilité excessive des Africains »<sup>5</sup>.

Or, toute l'argumentation de Marx autour de l'AIR vise à détruire l'idée selon laquelle il y aurait des situations de surpopulation absolue pour avancer que la surpopulation est toujours relative. Relative à quoi ? Aux exigences de valorisation du capital. Marx pose donc que la surpopulation n'est pas un fait naturel, mais un effet nécessaire du mode de production capitaliste. En d'autres termes, il existe un rapport de consubstantialité entre capitalisme et chômage. Dans *Le Capital*, Marx explique qu'une somme quelconque d'argent n'est du capital que si elle s'inscrit dans un processus par lequel, à travers le travail accompli par les travailleur·euses avec les moyens de production, elle produit une somme d'argent augmentée. Cette somme est à son tour—une fois que les

3. Cf. L. LOMBARDI, *Le miserie della sinistra anti-immigrati*, 19/10/2017, <https://www.marxismo.net/index.php/la-nuova-epoca/344-le-miserie-della-sinistra-anti-immigrati>.

4. En Belgique, le salaire réel (le revenu moyen par travailleur, contributions sociales incluses, en brut, pondéré par l'évolution des prix à la consommation) a baissé entre 2014 et 2018 ([https://www.rtf.be/info/economie/detail\\_en-belgique-les-salaires-reels-ont-baisse-entre-2014-et-2018-leur-evolution-est-la-pire-de-celle-des-pays-de-l-ocde?id=10180168](https://www.rtf.be/info/economie/detail_en-belgique-les-salaires-reels-ont-baisse-entre-2014-et-2018-leur-evolution-est-la-pire-de-celle-des-pays-de-l-ocde?id=10180168)). Le taux de chômage est en baisse depuis 2014, bien qu'il faille prendre en compte des effets de transfert entre ONEM et CPAS, ou encore l'augmentation d'emplois précaires ([https://www.rtf.be/info/belgique/detail\\_chiffre-du-chomage-une-baisse-en-trompe-l-oeil?id=10176745](https://www.rtf.be/info/belgique/detail_chiffre-du-chomage-une-baisse-en-trompe-l-oeil?id=10176745)).

5. M. VANETTI, *Lotta di classe, mormorò lo spetra*, <https://www.wumingfoundation.com/giap/2018/06/marx-immigrazione-puntata-1/> et <https://www.wumingfoundation.com/giap/2018/06/lenin-immigrazione-puntata-2/>. Nous conseillons vivement au lecteur de consulter cette contribution remarquable qui a fortement influencé le présent article.

6. K. MARX, *Le Capital*, Livre I, Paris, P.U.F., 1993, pp. 717-718.

7. *Ibid.*, pp. 708-709.

(...) ne sont donc pas déterminés par l'évolution de l'effectif absolu de la population ouvrière, mais par le rapport changeant selon lequel la classe ouvrière se divise en armée active et armée de réserve»<sup>8</sup>. Il ne s'agit pas d'affirmer que l'immigration n'a en tout cas aucun impact dans le renforcement de ces dynamiques<sup>9</sup>. Nous affirmons toutefois que l'immigration n'est au plus qu'un facteur secondaire dans la reconstitution incessante de la division entre armée active et AIR, car cette division se reproduirait même en l'absence de toute forme d'immigration. Il est surtout clair que les mesures proposées actuellement pour réguler ou bloquer l'immigration ont pour seul effet, non pas de réduire l'AIR, mais de mettre certaines de ses composantes dans des conditions d'existence de totale insécurité, ce qui les rend encore plus exploitables.

## Vers une politique de l'immigration anticapitaliste

Ce qui se présente dans le discours de la droite nationaliste comme le «problème de l'immigration» est donc un autre problème: celui des exigences actuelles de valorisation du capital et, plus fondamentalement, du chômage comme condition d'existence du mode de production capitaliste. Il s'ensuit que, tant qu'elle ne sera pas anticapitaliste, toute politique de l'immigration reviendra à une gestion par l'État des flux migratoires suivant les intérêts du capital, qu'il soit national ou transnational.

On peut alors se demander quelle stratégie d'action le mouvement ouvrier peut se donner pour développer une politique de l'immigration anticapitaliste. Nous mentionnerons trois pistes:

Il faut arrêter de se rapporter aux immigré·es comme à des travailleur·euses «prêt·es à tout», en relevant, au contraire, qu'ils·elles ont joué un rôle clé, parfois dans une solitude éclatante, dans certaines mobilisations ouvrières parmi les plus importantes des dernières années. De sorte que les immigré·es sont plutôt, comme en général de plus en plus de travailleur·euses qui subissent de plein fouet les conséquences du capitalisme néolibéral, prêt·es à tout... pour obtenir, faire respecter et élargir leurs droits. Ce qui signifie que le seul «problème de l'immigration» qui devrait se poser pour le mouvement ouvrier, c'est d'assurer aux travailleur·euses immigré·es les conditions pour prendre part à sa mission: «organiser (...) une action planifiée commune aux travailleurs occupés et aux travailleurs inoccupés, pour briser ou affaiblir les conséquences funestes sur leur classe de [la] loi naturelle de la production capitaliste»<sup>10</sup>. Ce qui implique de lutter pour garantir aux travailleur·euses immigré·es non

seulement des conditions d'existence dignes (par exemple la possibilité de rester sur le territoire dans la sécurité), mais aussi une représentativité appropriée au sein des instances du mouvement ouvrier institué.

Il faut à tout prix recouvrer la dimension internationaliste du mouvement ouvrier. Il faut en effet reconnaître que, s'il y a une immigration qui aujourd'hui affecte les conditions de travail, c'est celle, intra-européenne, qui est régulée par des normes comme la «directive Services». Or, ici aussi, le problème n'est pas posé par les mouvements des travailleur·euses en soi, mais par des normes qui s'en servent pour produire du «dumping social». C'est donc aussi sur ce niveau-là que la lutte doit se situer. Plus globalement, l'Association internationale des travailleurs était née, il y a plus que 150 ans, justement afin d'apporter un soutien aux travailleur·euses en lutte dans le monde. Cela impliquait par exemple de veiller à ce que les travailleur·euses ne se déplacent pas vers

« L'idée la plus essentielle implique que la « lutte économique » soit toujours pensée en vue de la « lutte politique ».

de zones où des grèves sont en cours (afin que les employeur·euses n'aient pas les moyens de les briser) ou de favoriser des déplacements visant à renforcer les rangs des travailleur·euses en lutte.

Mais l'idée la plus essentielle implique que la « lutte économique » soit toujours pensée en vue de la « lutte politique ». C'est en effet seulement en luttant pour que la société ne soit plus régie par les exigences de valorisation du capital, pour que la richesse matérielle existe pour les besoins du développement du·de la travailleur·euse, au lieu que le·la travailleur·euse existe pour les besoins de valorisation du capital, qu'on lutte vraiment contre le chômage: pour qu'il disparaisse avec la disparition de sa cause. En parlant de lutte politique, nous prôtons que le mouvement ouvrier ne craigne pas de formuler et rendre publique une telle perspective politique et ne se prive pas de s'exprimer en toute franchise sur la contribution réelle des différents partis politiques à l'avènement de ce que cette perspective vise, au-delà des prises de position sur les mesures concrètes qui le concernent plus directement. C'est ainsi qu'il contribuera à ce que la gauche ne cède à aucune tentation « suiviste », tant par rapport au néolibéralisme que par rapport à la droite nationaliste et ses sornettes « sociales »<sup>11</sup> #.

8. *Ibid.*, pp. 714-715.

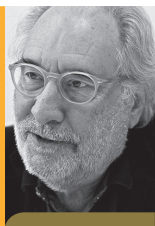
9. Marx lui-même en était bien entendu conscient, comme ça émerge de sa lettre – souvent citée à tort pour prôner un contrôle plus strict de l'immigration – du 09/04/1870 à Mayer et Vogt sur l'immigration irlandaise (URL : [https://www.marxists.org/archive/marx/works/1870/letters/70\\_04\\_09.htm](https://www.marxists.org/archive/marx/works/1870/letters/70_04_09.htm)).

10. Cf. K. MARX, *Le Capital*, op. cit., p. 718.

11. Sur la gauche suiviste, cf. E. BRANCACCIO, « Contre les gauches "suivistes" », 02/10/2018, Médiapart, <https://blogs.mediapart.fr/segesta3756/blog/021018/contre-les-gauches-suivistes-par-emiliano-brancaccio>.



## INTERVIEW



**Eric CORIJN**

Philosophe et sociologue, professeur à la Vrije Universiteit Brussel, activiste contre l'extrême droite

Luc BARBÉ, *La N-VA expliquée aux francophones*, éd. Etopia, 2019, 338 pages.

# La Flandre n'est pas qu'un « blok »

Selon les derniers sondages, le Vlaams Belang devient en Flandre le premier parti avec 28% d'intentions de vote suivi de la N-VA avec 21%. La montée des partis nationalistes flamands contraste avec la situation en Wallonie où l'extrême droite n'a jamais réussi à s'infiltrer dans le paysage politique. Mais comment comprendre ce qui se passe au nord du pays? Et surtout comment soutenir la Flandre qui résiste aux projets de la droite nationaliste et qui, quoi qu'on en pense au sud du pays, n'est pas inexistante?

### *Comment expliquer cette progression continue de l'extrême droite en Flandre?*

Pour bien la comprendre, nous devons réaliser que la droite conservatrice en Flandre a une longue histoire et qu'elle est d'une autre nature que la droite en Wallonie. En 1946, le CVP-PSC, parti unitaire, faisait 42,5% des voix en Belgique, dont 57% en Flandre. En 1961, ce parti obtenait encore 55% des voix en Flandre. C'est dans ce grand vivier que la droite nationaliste s'est développée. Une certaine vision organique de la société, comme une grande famille, avec une solidarité interclassiste, orientée vers l'entreprise et la famille, telle est toujours l'hégémonie en Flandre.

### *Vous vous référez à la démocratie-chrétienne?*

Oui. Il s'agit d'une histoire d'un siècle. Avec des racines profondes dans le parti catholique d'avant-guerre. Le mouvement flamand est une réaction au projet d'État-nation francophone de la Belgique. Mais il s'est marié à un autre courant important en Flandre: le courant conservateur antilibéral de l'Église et de la ruralité au nord du pays. C'est cette connivence qui explique comment le mouvement Activiste d'après la Première Guerre mondiale a donné naissance aux mouvements de l'Ordre nouveau<sup>1</sup> et a mené à la collaboration avec l'occupant nazi dans laquelle l'Église a joué un rôle important. Fondamentalement, toute cette mouvance baigne dans une même idéologie anti-moderniste, avec une vision hiérarchique et paternaliste de la société<sup>2</sup>.

### *Mais cette situation a changé après la guerre?*

Bien sûr. Après la guerre, les nouvelles industries se sont installées au Nord. Les investissements allemands ou américains aidés par les lois d'expansion cher-

chaient une classe ouvrière moins organisée et moins chère. Mais le CVP-Staat-l'État-CVP-accompagnait cette industrialisation avec un aménagement du territoire très spécifique. Des parcs industriels étaient placés au milieu de nulle part. Pas dans les villes, de peur de renforcer les quartiers et donc le mouvement ouvrier. Et sans équipements, services ou logements. Les gens étaient amenés à rester dans leurs petites villes, dans les villages, près du clocher. Ainsi, la nouvelle classe ouvrière restait éparpillée et séparée des lieux de travail.

### *Cela explique cette dominance de la droite?*

Cela explique le maintien d'une mentalité anti-urbaine, antimoderniste, suburbaine, très ethno centrée. Un grand vivier dans lequel la droite peut pêcher. Mais l'émergence de l'extrême droite a d'autres explications. C'est là que nous devons prendre en compte deux éléments additionnels. D'abord, la collaboration et la manière avec laquelle le mouvement flamand a réussi à se présenter comme victime de la répression à la libération. La Volksunie s'est construite en bonne partie sur le mouvement pour l'amnistie. Autour circulaient des tas de groupuscules fascistes<sup>3</sup>. Cette histoire de la collaboration avec les nazis reste insuffisamment digérée. Les origines du Vlaams Blok (VB) s'y trouvent. Et puis l'industrialisation de la Flandre a produit une bourgeoisie propre, qui s'est tournée contre l'État belge. Voilà les éléments du nationalisme naissant, qui n'ont pas pu être contenus dans les politiques de réformes de l'État menées par le CVP.

### *Et puis vint le Dimanche noir...*

La percée électorale du VB, en novembre 1991, fut un choc. Un rejet du pacte d'Egmont<sup>4</sup>. Mais surtout et déjà

1. Comme le Verdinaso (organisation fasciste flamande née en 1931) ou la Vlaams Nationaal Verbond (parti nationaliste flamand fondé en 1933 qui a collaboré pendant la guerre avec les nazis).
2. N'oublions pas que le plus important mouvement ouvrier en Flandre est né explicitement comme « antisocialiste », anti-lutte des classes et que, jusqu'à ce jour, l'enseignement ou les soins de santé sont entre les mains du même pilier. Le mouvement social au Nord, tant socialiste que chrétien, a des caractéristiques bien spécifiques.
3. Parmi ces groupuscules fascistes, on retrouve Voorpost, Were Di ou le VMO.
4. NDLR. Le pacte d'Egmont (1977) est une réforme non appliquée qui porte sur la fédéralisation et les problèmes linguistiques de la Belgique. Elle a provoqué la chute du gouvernement, la scission du Parti socialiste belge, et une réorganisation des partis nationalistes flamands.

une expression des effets de la crise, de l'exclusion, du chômage, du déclin de l'État-providence. Un malaise social qui a été capté par la campagne raciste de Filip De Winter contre les immigrés. Un vote de protestation, certes, mais détourné par le programme, lui fascinant, du VB. Nous avons alors lancé le mouvement Charta 91, contre l'extrême droite—et réalisé le cordon sanitaire—mais aussi contre la dérive droitière de toute la société<sup>5</sup>. Le VB n'a pourtant cessé de croître jusqu'en 2004. Puis en 2014, il n'a obtenu que 6% des voix.

### *Des voix récupérées par la N-VA ?*

Oui. D'abord, parce que le cordon sanitaire a tenu bon: le VB a été tenu hors du pouvoir. Puis le parti a été condamné pour racisme, ce qui l'a obligé en 2004 à changer de nom, devenant le Vlaams Belang. Mais surtout, l'espace à droite de l'échiquier a été comblé par une forte restructuration du paysage politique. Et cela par le biais du cartel entre la (à l'époque) petite N-VA, le courant de droite de la Volksunie éclatée, et le CD&V. En 2004, cette coalition de centre-droit obtenait 26% des voix. L'alliance se termine en 2008. Le patronat flamand du VOKA opte pour la ligne radicale de la N-VA, qui veut casser le système d'économie concertée (négociée avec les partenaires sociaux) et le remplacer par le «primat de la politique». En même temps, son programme pour une Flandre indépendante attire la fraction nationaliste du VB. Ce positionnement donne en 2014, 32% à la N-VA et 6% au VB, tandis que le CD&V descend à 20%.

### *Pourquoi le VB séduit-il de nouveau plus ?*

Parce que la N-VA n'a pas donné de résultats en matière de revendications institutionnelles. Ce parti est surtout un parti néoconservateur libéral. Il ne répond pas véritablement aux électorats nationalistes et xénophobes attirés par le VB.

La N-VA, sous la direction de Bart De Wever, est un parti nationaliste d'état. Dans son livre sur l'identité, De Wever plaide pour un état flamand avec une identité claire, mais ouvert à tous ceux qui veulent se soumettre à cette identité nationale. Pour le Vlaams Belang, le peuple flamand est une donne de l'histoire, une réalité ethnique. Ce parti fait la différence entre «notre peuple» et l'étranger. C'est un parti xénophobe. Il faut dire que sous pression du VB l'aile droite de la N-VA, l'aile ethnocentrique de gens comme Theo Francken, gagne de l'influence. Les tensions internes à la N-VA vont augmenter. En fait, le cordon n'existe plus entre la N-VA et le VB et une portion grandissante au sein de ces partis mise sur une coalition VB-NVA en 2024.

### *Mais il y a aussi une autre Flandre ?*

Oui! Ce qui nous irrite c'est que toute la Flandre est identifiée à cette droite-là. Qu'on ne voit pas l'autre

moitié. On ne met pas assez en exergue tout ce secteur culturel et artistique, ces universitaires, ce monde ouvrier qui résiste. On reste dans ce schéma de la Belgique divisé en deux, avec des caricatures de l'un et de l'autre.

### *La présence renforcée de la droite nationaliste flamande dans les lieux de décisions complique quand même les choses ?*

Bien sûr. Le projet du nouveau gouvernement flamand semble être de combiner une politique d'austérité avec une restructuration culturelle de fond. La N-VA a attribué le ministère de la Culture au Ministre-Président Jambon et le ministère de l'Éducation à Ben Weyts. Ils ont fait inscrire dans l'accord de majorité des politiques identitaires fortes. Mais le monde culturel résiste. Oui, la politique de droite identitaire est installée, mais la lutte n'est pas pour autant perdue. J'espère qu'au sud du pays on suivra cette lutte et qu'on la soutiendra plutôt que de se contenter de stéréotypes et de prendre toute la Flandre pour des nationalistes de droite. Mais comme je l'ai dit au début de l'entretien, le vivier de droite reste entier<sup>6</sup>.

### *Quelles stratégies pour résister ?*

À court terme, il nous faut une unité plus forte entre les forces progressistes et une résistance plus effective contre les politiques de droite. Mais puisqu'il s'agit d'une structure sociale et mentale historique, nous devons aussi mener une réflexion de fond. Il faut changer la mentalité hégémonique en Flandre. Le nœud de l'affaire est la position de la composante flamande du mouvement ouvrier chrétien, dominant dans le mouvement social. Bien que formellement indépendant et avec un vote multipartite chez ses membres, et même si ça bouge progressivement en direction de Groen et du SP.A, nombre de cadres restent encore fortement liés au CD&V. Ceux-là, non seulement restent tributaires d'un positionnement politique assez flamingant et de la politique assez droitière de la direction du parti, mais ce faisant, restent coincés dans une vision de collaboration de classe, d'harmonie sociale, de soumission à la négociation. Cette ambivalence ne fait pas bouger les lignes. Enfin, un message à mes amis wallons. Plutôt que de donner des leçons de démocratie, il serait mieux de nous montrer l'exemple: arrêter les politiques d'austérité, d'exclusion, introduire la démocratie participative, mettre en place une économie solidaire, admettre le cosmopolitisme multiculturel et multilingue... Cela nous aiderait à infléchir le cours des choses au Nord. En fait, le débat de société est ouvert partout, surtout que la mondialisation néolibérale touche à ses limites. Pour sauver la démocratie, il va falloir changer de modèle de société. #

Propos recueillis par Stéphanie BAUDOT

5. Voir à ce sujet le dossier «La résistible ascension de l'extrême droite» dans *Politique*, n°111, mars 2020.

6. Ensemble, le VB, la N-VA et le CD&V – qui politiquement reste malheureusement collé à la N-VA – font encore 58,5% des voix !



Alors qu'une grande partie de l'humanité se trouve confinée pour une durée indéterminée, la réflexion d'Isabelle Stengers tombe à point nommé pour penser cette débâcle dans laquelle nous nous trouvons. Relisant le philosophe et mathématicien Whitehead à la lueur de notre contexte actuel, Isabelle Stengers nous invite à réfléchir à notre rapport au savoir et au discours scientifique pour arriver à penser ensemble malgré l'isolement, malgré les flux d'informations qui nous parviennent de toutes parts. Selon elle, il importe de ne pas opposer un monde scientifique à un « public prêt à croire n'importe quoi » mais bien de faire « sens en commun ». En effet, pour *Résister au désastre* (ouvrage chez Wildpocket, 2019), il faut, à l'image des activistes (notamment écologistes et anti-OGM) qui, pour ne pas oublier ce qui arrive, se donnent les moyens collectifs et sociaux pour penser hors des ornières, se remettre à « ruminer », à objecter et à résister à une pensée scientifique qui serait construite « hors sol », monopolisée par des « spécialistes » devenus professionnels, sourdes aux inquiétudes et aux questionnements des populations. Faire sens en commun et problématiser ensemble ce qui nous arrive, et en particulier penser à comment refonder un monde en prenant des bifurcations, des chemins nouveaux, soudant l'imagination et le sens commun, voilà la proposition de Stengers. #



Isabelle STENGERS, *Réactiver le sens commun. Lecture de Whitehead en temps de débâcle*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2020; Isabelle STENGERS, *Résister au désastre*, WildPocket, 2019 (lecture en ligne : <https://tinyurl.com/wg8m3cy>)

## NOUS VOUS EN PARLIONS...

Pas plus tard qu'il y a deux mois, nous nous interrogeons dans *Démocratie* sur l'état de santé des hôpitaux. Et l'éclairage que nous en donnait Yves Hellendorff, Secrétaire national de la CNE, était sans appel : à force d'avoir réformé le secteur hospitalier pour en améliorer sa rentabilité que ce soit en réduisant le nombre de lits, en fusionnant les hôpitaux, en diminuant la durée de séjour à sa plus simple expression, « nous en sommes arrivés à l'os » disait-il. Cette approche gestionnaire des hôpitaux a inévitablement des répercussions sur les conditions de travail du personnel hospitalier amené à augmenter sans cesse la cadence et sur la prise en charge des patients non plus orientée sur le soin, mais sur l'efficacité. Et de plaider pour que le fonds Blouses blanches adopté par le Parlement en novembre dernier serve à renforcer le secteur par la création d'emplois, l'amélioration des conditions de travail et la formation. Aujourd'hui, la crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus confirme inéluctablement et avec une détresse toute particulière, les constats posés au cours de cette interview. Les économies faites dans le secteur, privant aujourd'hui le personnel soignant de matériel de protection, le plongent dans une situation encore plus grave. Dans une lettre ouverte adressée au gouvernement fédéral, le front commun syndical Public-Privé des secteurs de soins de santé a appelé à débloquer les 400 millions du fonds Blouses blanches toujours immobilisés. Si les syndicats acceptent de faire une croix sur l'enveloppe prévue pour cette année afin de faire face à la crise, ils veulent des garanties qu'en 2021, les budgets soient réaffectés aux objectifs d'amélioration des conditions de travail. D'autant que le personnel infirmier en aura encore plus besoin ! #



*Voilà dix jours que nous vivons confinés, isolés les uns des autres pour éviter la propagation du virus covid-19. Pour protéger les plus vulnérables de notre société. Isolement ne rime pas nécessairement avec solitude. À voir les nombreux messages humoristiques et de solidarité qui circulent sur les réseaux sociaux, on ne peut qu'en conclure que l'être humain a une capacité de rebondir et de se protéger de l'angoisse et de l'isolement. Enfin... quand on y regarde de près... la situation n'est pas la même pour tous (toutes !). Il y a ceux (celles !) qui en ce moment ne sont pas eux (elles !) confinés, mais qui doivent par contre se trouver dans un grand état de solitude. Les éboueur-euses. Les caissier-ères de magasin qui continuent leur travail (presque) comme si de rien n'était (juste une paire de gants pour dire que...), mais la boule au ventre. Les aides à domicile : aides familiales, gardes à domicile, aide-ménagères sociales pour des bénéficiaires fragilisés-es, infirmier-ères à domicile, travailleur-euses social-es, infirmier-ères en psychiatrie, etc. Pourtant indispensables à la vie quotidienne et parfois à la survie de celles et ceux qui en ont besoin, ils et elles n'ont pour la plupart reçu aucune directive claire et aucun moyen pour se protéger et protéger les bénéficiaires de leurs services. Ces travailleur-euses font partie de ces oubliés-es de la pandémie. Mais nous, nous ne les oublions pas. Merci d'être là. Vous êtes essentiel-les à la société ! #*

### Comité de rédaction

• M. BUCCI • A. ESTENNE • P. FELTESSE • P. GEORIS  
• L. LAMBERT • P. LEDECO • A. MAÏA • T. MIESSEN  
• V. ORUBA • P. PALSTERMAN • C. POLAIN • F. REMAN  
• C. STEINBACH • A. TRIGALET

Rédactrice en chef Stéphanie BAUDOT

Journaliste Élodie JIMÉNEZ ALBA

Photo Une © Cédric JGR

Site [www.revue-democratie.be](http://www.revue-democratie.be)

E-mail [democratie@moc.be](mailto:democratie@moc.be)

Administration Lysiane METTENS tél. : 02 246 38 43

Avec le soutien de Mouvement Social scri

Éditeur responsable Pierre GEORIS  
Centre d'information et d'éducation populaire du MOC (CIEP ASBL)  
BP50 – 1031 Bruxelles  
Démocratie est publié sans but lucratif

Pour recevoir *Démocratie*

Par **domiciliation**, demandez un avis de domiciliation en téléphonant au 02 246 38 43 (ou via [lysiane.mettens@ciep.be](mailto:lysiane.mettens@ciep.be)). Vous payez 20 EUR par an ou 10 EUR par semestre.

Par **virement** bancaire, versez la somme de 25 EUR (pour les 12 prochains numéros)

ou de 43 EUR (24 prochains numéros) sur le compte BE95-7995-8743-7658 avec la mention « DÉMOCRATIE ».